

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

18 octobre 2010 – N° 549

Il nous semble que les Allemands ne comprennent pas pourquoi on fait une Union Monétaire

Les déclarations récentes des dirigeants, des autorités monétaires et des économistes nous fait penser que les raisons pour lesquelles on fait une Union Monétaire sont mal comprises en Allemagne :

- *l'unification monétaire permet aux pays d'exploiter leurs avantages comparatifs et de réaliser une spécialisation productive efficace. Ceci implique que les pays (régions) d'une Union Monétaire deviennent de plus en plus différents, que certains d'entre eux deviennent des économies de service : l'idée d'une nécessité de leur réindustrialisation est totalement erronée ;*
- *l'unification monétaire permet d'allouer efficacement l'épargne entre les régions (pays) de l'union ; les pays industriels ont nécessairement un excédent extérieur) qui est investi dans les pays spécialisés dans les services qui ont nécessairement un déficit extérieur. Ceci montre que l'idée selon laquelle les pays doivent avoir des balances courantes équilibrées est totalement fausse, qu'il est totalement normal que l'épargne excédentaire des allemands s'investisse dans les pays du Sud de l'Europe : il ne s'agit pas d'un soutien financé anormal.*

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

Patrick ARTUS

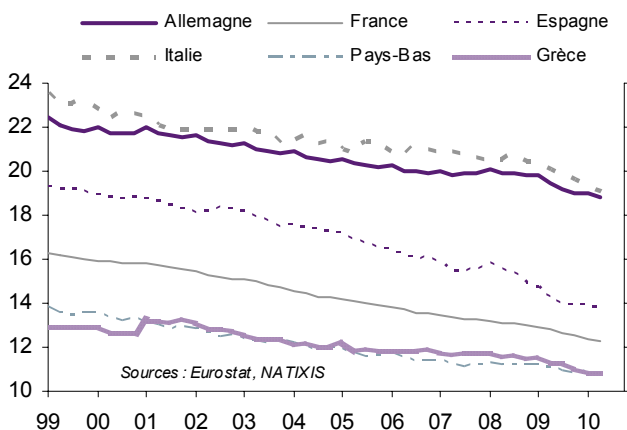
RECHERCHE ÉCONOMIQUE

La vue qui semble consensuelle en Allemagne sur le fonctionnement de la zone euro

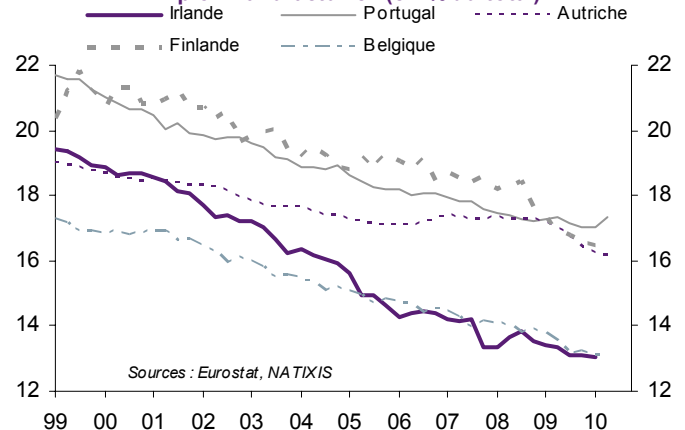
Il existe une assez grande majorité en Allemagne (parmi les économistes, les hommes politiques, dans l'opinion) pour penser :

- que les pays de la zone euro où l'industrie est devenue de petite taille (France, Espagne, Grèce, Pays Bas, Belgique, Irlande ; graphiques 1a/b) doivent se réindustrialiser, pour être capables de produire des « vrais » biens à valeur ajoutée élevée et pour être capables d'exporter ;

Graphique 1a
Emploi manufacturier (en % du total)

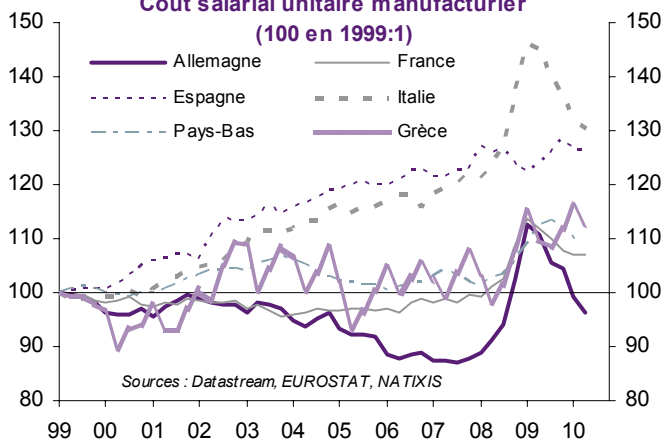


Graphique 1b
Emploi manufacturier (en % du total)

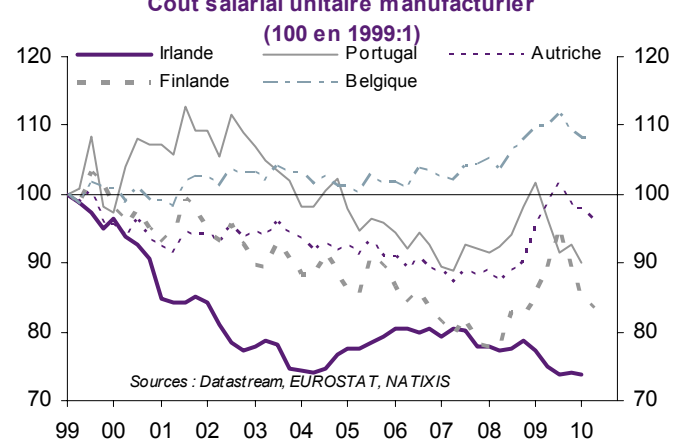


- que dans certains cas (Espagne, Italie, à un moindre degré Grèce, Belgique, Pays-Bas), ceci passe par un effort de réduction des coûts salariaux, lorsqu'ils ont beaucoup crû par rapport à l'Allemagne (graphiques 2a/b) :

Graphique 2a
Coût salarial unitaire manufacturier (100 en 1999:1)



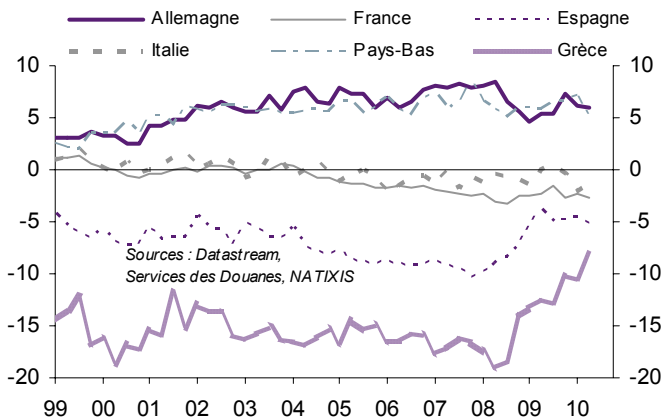
Graphique 2b
Coût salarial unitaire manufacturier (100 en 1999:1)



- que la situation normale est que les pays de la zone euro aient une balance courante équilibrée. Les pays qui ont un déficit courant structurel (Grèce, Portugal, Espagne, France même maintenant, graphiques 3a/b) recevraient continuellement, de manière anormale, un soutien financier de la part des pays excédentaires.

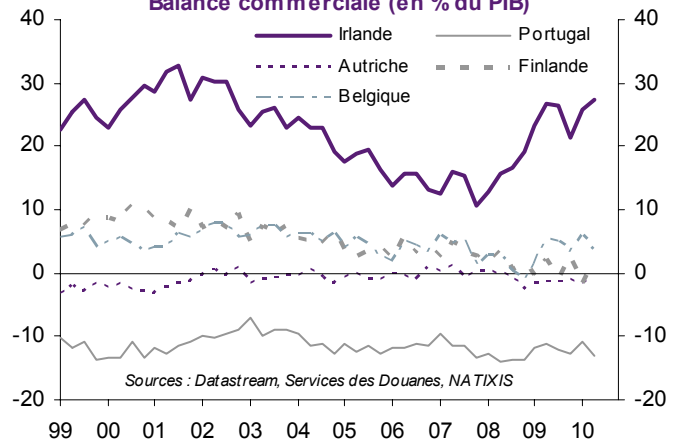
Graphique 3a

Balance commerciale (en % du PIB)



Graphique 3b

Balance commerciale (en % du PIB)



Ceci implique aussi qu'on attend des politiques budgétaires restrictives, des efforts d'amélioration de la compétitivité, dans les pays ayant des déficits extérieurs.

Nous pensons que cette vision « allemande » de la zone euro montre une mauvaise compréhension des objectifs de l'unification monétaire :

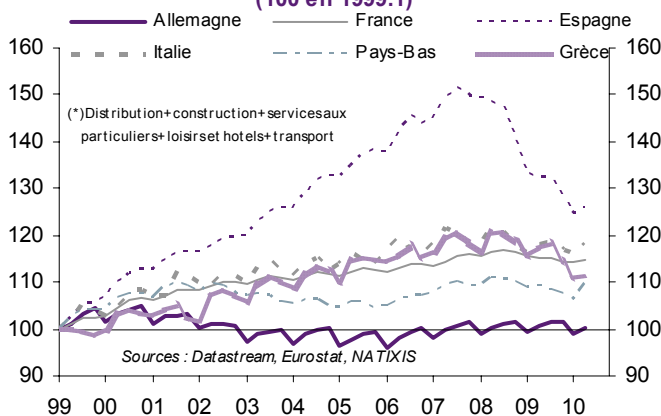
- permettre la spécialisation productives des pays ;
- allouer effectivement l'épargne entre les pays.

Permettre la spécialisation productive des pays

La disparition du risque de change, et la libre circulation des biens impliquent que, dans une Union Monétaire, les pays peuvent exploiter leurs avantages comparatifs (qualification de la main d'œuvre, niveau de l'épargne permettant d'accumuler du capital, ressources naturelles, effort d'innovation...). Il en résulte **que certains pays se spécialisent dans l'industrie manufacturière** (Allemagne, Italie, Autriche, Finlande... graphiques 1a/b, voir plus haut), **d'autres dans les secteurs domestiques non exposés à la concurrence étrangère** (Espagne, aussi Italie, France, Grèce, Irlande aussi Finlande, graphiques 4a/b), **d'autres dans les services plus sophistiqués** ; quand il s'agit de **services financiers** (Espagne, France, Irlande, graphiques 5a/b), c'est une bonne idée s'il s'agit de services exportables, pas s'ils sont seulement liés à l'activité immobilière domestique.

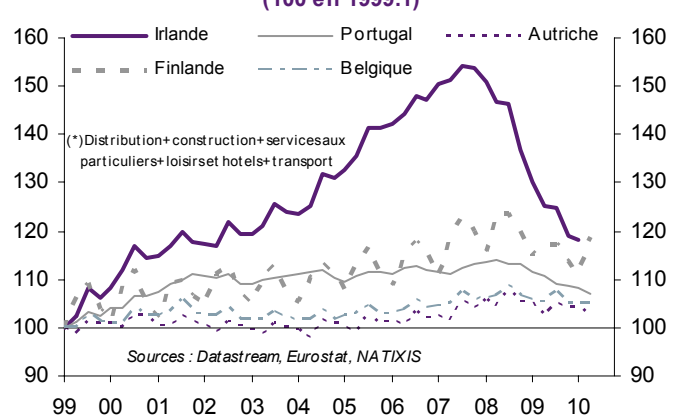
Graphique 4a

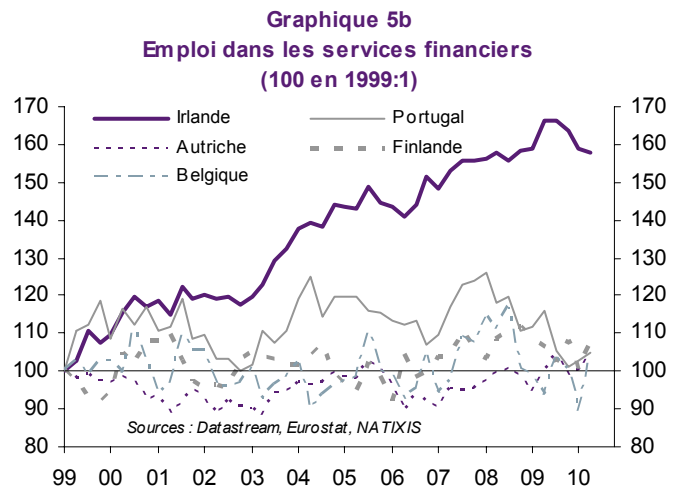
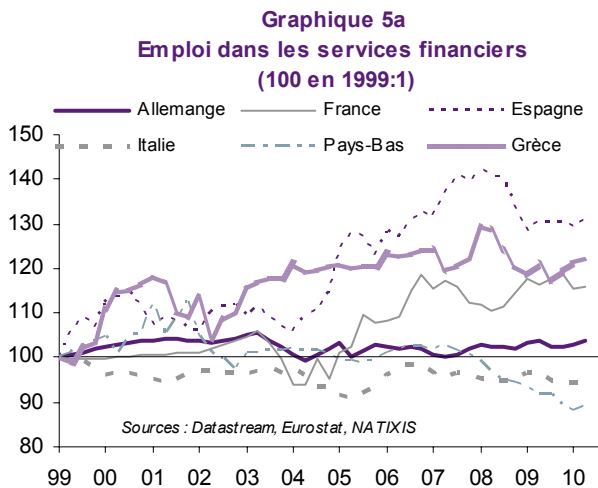
Emploi dans le secteur peu sophistiqué* (100 en 1999:1)



Graphique 4b

Emploi dans le secteur peu sophistiqué* (100 en 1999:1)





Il n'est pas possible que les pays spécialisés dans les services se respecialisent dans l'industrie :

- **ceci ne correspond pas à leurs avantages comparatifs** (par exemple pour l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Irlande, le Portugal à l'effort faible de R&D, **tableau 1**), à la structure défavorable de qualification de la population pour l'Italie, le Portugal, **tableau 2**), et **donc serait très inefficace pour l'économie de la zone euro**. Il faut cependant être prudent. Les statistiques de l'OCDE montrent aussi un faible niveau de qualification de la population en Allemagne et en Autriche ce qui est peut être pas contradictoire avec la spécialisation industrielle.

Tableau 1
Effort d'innovation

1a : Dépenses de R&D totales (en % du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	2,49	2,52	2,49	2,49	2,53	2,53	2,60
France	2,23	2,17	2,15	2,10	2,10	2,04	2,02
Espagne	0,99	1,05	1,06	1,12	1,20	1,27	1,35
Italie	1,13	1,11	1,10	1,09	1,13	1,18	1,18
Pays Bas	1,72	1,76	1,81	1,79	1,78	1,71	1,71
Grèce	0,57	0,57	0,55	0,59	0,58	0,58	0,58
Irlande	1,10	1,17	1,23	1,25	1,25	1,28	1,43
Portugal	0,76	0,74	0,77	0,81	1,02	1,21	1,51
Autriche	2,14	2,26	2,26	2,45	2,47	2,54	2,67
Finlande	3,36	3,43	3,45	3,49	3,45	3,48	3,49
Belgique	1,94	1,88	1,86	1,83	1,86	1,90	1,92

1b : Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	74,22	69,42	69,00	70,51	73,67	74,85	73,18
France	38,26	36,40	39,11	38,60	39,31	40,52	39,66
Espagne	4,07	3,91	5,11	5,19	5,25	5,77	5,77
Italie	11,45	12,13	13,32	13,13	13,34	13,16	12,82
Pays Bas	75,93	74,49	63,91	63,62	66,46	65,74	65,42
Grèce	0,85	1,13	0,86	1,36	1,24	1,27	26,17
Irlande	11,85	12,23	17,32	19,41	17,99	20,14	20,29
Portugal	0,70	0,90	0,65	1,24	1,03	1,13	0,94
Autriche	33,54	34,32	46,12	46,59	53,45	52,94	52,15
Finlande	49,00	57,60	65,33	65,87	67,72	67,09	65,02
Belgique	32,80	33,04	40,43	40,04	40,20	41,20	40,03

Tableau 2
Structure par niveau d'éducation supérieure de la population active

en %	Allemagne	France	Espagne	Italie	Pays-Bas	Grèce	Irlande	Portugal	Autriche	Finlande	Belgique
2000	18	22	23	9	35	18	19	9	14	32	27
2001	17	23	24	10	35	18	24	9	14	32	28
2002	17	24	24	10	32	19	25	9	15	33	28
2003	17	24	25	10	31	19	26	11	15	33	29
2004	16	24	26	12	29	21	28	13	18	34	30
2005	17	25	28	12	28	21	29	13	18	35	31
2006	17	26	28	13	28	22	31	13	18	35	32
2007	16	27	29	14	27	23	32	14	18	36	32
2008	15	27	29	14	27	23	34	14	18	37	32

Sources : Regards sur l'éducation 2010 (OCDE)

- ceci imposerait des baisses considérables des coûts salariaux unitaires dans certains pays (Espagne, Grèce,.....graphiques 2a/b plus haut).

Il faut donc que l'Allemagne accepte la diversité des modèles de croissance à l'intérieur de la zone euro.

Allocation efficace de l'épargne

L'unification monétaire et la disparition du risque de change permettent que l'épargne soit allouée efficacement à l'intérieur de la zone euro, sans friction.

Puisque certains pays se spécialisent dans l'industrie manufacturière et d'autres dans les services simples, il est normal d'attendre que les premiers aient des excédents commerciaux et les seconds (qui importent beaucoup de produits industriels et en exportent peu) des déficits commerciaux.

Les graphiques 3a/b plus haut montrent les excédents extérieurs de l'Allemagne, des Pays Bas, de l'Irlande, de la Finlande, de la Belgique.

Les pays industriels ont normalement des excédents d'épargne à investir dans les pays spécialisés dans les services peu sophistiqués (Espagne, Grèce, France, Portugal), **qui ont normalement un déficit d'épargne.**

Il s'agit d'une allocation parfaitement efficace de l'épargne et pas d'un soutien financier anormal des pays déficitaires par les pays excédentaires.

Ceci vaut bien-sûr quand les épargnants des pays excédentaires choisissent librement leurs investissements, pas dans le cas de transferts forcés (sauvetage de pays trop endettés, comme c'est le cas aujourd'hui).

**Synthèse : accepter
l'hétérogénéité**

Il faut que l'opinion allemande comprenne que les pays (régions) **d'une Union Monétaire sont par construction hétérogènes** (spécialisations productives différentes, positions extérieures différentes...), **et qu'il s'agit d'une organisation efficace** (exploitation des avantages comparatifs, allocation optimale de l'épargne). **Chercher à ré-homogénéiser la zone euro après la crise est donc une erreur.**